Mme SAUVEGRAIN précise que ce tableau a pour objectif de se mettre en conformité avec les promotions et réussites aux examens professionnels examinés lors de la dernière CAP et demande s'il y a des questions.

Elle passe au vote de ce dossier :

- 10 voix pour (Administration)
- 10 abstentions (CFDT, FAFPT, FO, CGT)

Mme SAUVEGRAIN rappelle que le prochain CTP portera sur les dossiers non examinés lors de ce CTP, à savoir : les projets de service de la DGA proximité et de la direction de l'éducation, le règlement logé du Parc floral, le règlement intérieur du service périscolaire.

Comme les syndicats disposent des dossiers, elle leur propose qu'ils communiquent leurs questions avant afin d'y répondre en séance.

6°/ Questions diverses

Mme SAUVEGRAIN rappelle que sur les agents de maîtrise, la réponse a été donnée lors du débat sur l'espace public.

Mme FAURE revient sur la note de service sur les temps de repos évoquée par M.CHABROL. Une conséquence stricte de l'application des textes est qu'il n'est pas possible de récupérer ses congés et être payé en même temps.

Ainsi, lorsque les agents travaillent tardivement le dimanche soir, le lundi matin ils respectent leur temps de repos et arrivent plus tard ; Ils peuvent opter pour prendre des ARTT ou faire pendant la semaine leurs horaires de travail avec un report.

Sur la question de la NBI zones sensibles souhaitée par les agents du Palais des sports, a priori, il existe une réglementation spécifique. Le Palais des sports n'est pas en zone sensible. Il y a des problèmes en lien avec les usagers mais ce n'est pas spécifique au Palais des sports.

M.CHABROL entend bien que le texte stipule qu'il faut être en « zones sensibles ou à proximité ». Or, il n'y a pas d'autres piscines entre la zone sensible la plus proche et celle du Palais des sports, la population qui fréquente cette piscine est issue d'une zone sensible. Il y a effectivement des problèmes qui nécessitent souvent l'intervention de la police et il n'est pas possible de fermer les yeux sur ce sujet. Il pense que dans les textes il est possible de leur attribuer cette NBI puisque c'est la piscine la plus proche entre la ville et les zones sensibles.

Sur les temps de repos, il précise sa question et rappelle qu'en 2005, en particulier au niveau de la DCE, l'application de la note telle que l'avait prévue M.PILOT avait déjà posé des problèmes et généré des rencontres avec les syndicats et des actions des agents. Il possède une note en date du 28 Avril 2005 de M.PILOT qui prévoit « qu'il ne faut plus demander aux agents de poser des heures de congés ou de récupération lorsque la reprise du service est décalée pour respecter la durée du repos ». L'annulation de cette note dérogatoire de 2005 va relancer le débat avec les collègues de la DCE. Actuellement, ils ne posaient pas de lundi matin lorsqu'ils finissaient tard le dimanche soir.

M.PILOT confirme que la nouvelle note annule celle dérogatoire de 2005. Il faut être clair, les heures supplémentaires sont celles comptées, une fois les heures normales effectuées. C'est une bonne chose que les agents de la Ville interviennent en heures supplémentaires sur les grandes manifestations de la Ville. Cela leur permet d'avoir un complément de rémunération et à la Ville d'avoir du personnel sur lequel elle peut compter. De plus, cela offre la possibilité aux agents de se rencontrer dans d'autres domaines d'activités. Cependant, il y a une règle du Code du Travail : les heures supplémentaires commencent lorsque le temps de travail normal est réalisé. La note exceptionnelle répondait à l'époque à une situation de crise ; si l'application est difficile, il sera fait appel un peu plus à des renforts étudiants, parce qu'il faut assurer l'activité.

Lors des réunions, la question souvent revenue était de savoir si les agents pourraient continuer à participer aux grands événements de la Ville en heures supplémentaires, malgré la territorialisation.

La territorialisation ne change rien à ce dispositif et les agents pourront continuer à y participer.

La note est conforme à la réglementation sur le temps de travail, elle nécessitera dans certains cas des accords. A titre d'exemple, les agents de l'éducation qui doivent être à 7h30/8h00 à l'école pour accueillir les enfants ne pourront pas finir à 23h/minuit, en heures supplémentaires, puisque l'employeur doit 11 heures de repos. C'est la limite du dispositif. Si ces personnes souhaitent faire des heures supplémentaires, ils doivent choisir d'autres créneaux tels que le festival de Jazz qui se déroule le week-end et c'est ce qu'ils font aujourd'hui.

M.CHABROL précise qu'il n'évoque pas la situation des collègues qui sont ponctuellement volontaires et font des heures supplémentaires sur une manifestation.

Les problèmes sont les collègues des fêtes et des cérémonies parce qu'ils le font plusieurs fois dans l'année. La Ville va les obliger à poser des lundis matins en ARTT ou en congés pour pouvoir travailler le dimanche alors que cela fait

partie de leurs tâches. Ces agents avaient été rencontrés avec les syndicats et depuis, il a l'impression de ne plus entendre parler de compensation, de régime indemnitaire. Ils étaient restés sur la note exceptionnelle qui les satisfaisait.

M. PILOT répond que les services qui ont des profils de poste de ce type ont des heures supplémentaires inscrits dans leur rythme de travail. Le respect du code du travail est destiné à assurer la sécurité et la santé des agents. La note de service intéresse d'abord les heures supplémentaires occasionnelles sollicitées par les agents pour venir en renfort. S'il y a un travail à refaire sur l'équipe de la DCE elle-même, il veut bien le relancer. Cependant, les agents doivent d'abord effectuer leurs 39 heures avant de bénéficier d'heures supplémentaires.

Mme SAUVEGRAIN revient sur le dossier de la piscine du Palais des sports. Tous les éléments ne sont pas remontés à l'Administration sur les soucis d'accueil, donc la Ville va regarder cela sur le fond.

M. PILOT pense qu'il faut régler les problèmes et ce n'est pas avec une prime qu'ils seront réglés.

M. CHABROL est d'accord avec M. PILOT et il a d'ailleurs tenu le même discours devant ses collègues. Cependant, ils vont dire que les agents de La Source ont cette NBI et ils ont moins de problèmes, alors qu'eux au Palais des Sports ont des problèmes et ne bénéficient pas de cette prime. Ils sont conscients que cette NBI ne va pas résoudre les problèmes.

Ils pensent qu'un droit leur est ouvert, surtout quand ils comparent avec leurs collègues de La Source.

M. PILOT répond que ce droit n'existe pas puisque le Palais des sports n'est pas dans le périmètre prévu par les textes. Il n'est pas possible de déroger à la règle car dès lors, il y a le risque que les agents place de l'Étape la réclament aussi, parce que les habitants des zones sensibles la fréquentent.

Si les agents veulent la NBI, dès qu'un poste se libère à La Source, ils doivent postuler.

M. CHABROL pense que les agents n'auront pas cette vision des choses. Pour eux, ils ont les mêmes problèmes que les agents de La Source, qui font le même métier et qui pourtant touchent cette prime. Le texte ne se cantonne pas forcément aux quartiers sensibles mais s'étend à une périphérie. Il demande si cet argument est juridiquement valable.

Mme FAURE revient sur la médiation à la Médiathèque.

Il y a 2 ans, une médiation a eu lieu à la Médiathèque suite à un conflit, dont certains de ces interlocuteurs sont encore concernés. C'est une médiation centrée, d'après le cahier des charges, sur une réorganisation du travail. Ce n'est pas une psychanalyse mais un petit projet de réorganisation pour savoir qui décide et comment ; ce qui va représenter au maximum 2 jours de travail.

Elle n'oublie pas qu'il faut confirmer aux syndicats les dates des différentes commissions paritaires pour l'année 2010, et leur adresser le point sur les affectations, les effectifs des directions qui ne se retrouvent pas dans l'organigramme.

Mme SAUVEGRAIN demande une précision sur la question posée sur la crèche des Chats ferrés.

M. CHABROL tient à dire qu'il a bien reçu l'analyse des offres et il a noté de manière positive que le critère social avait été intégré dans les critères.

Sa question portait sur le problème des remplacements. En effet, si un agent est absent et compte tenu du fait qu'il n'y a pas d'autres crèches à côté, comment va t-il être procédé au remplacement ?

Il est surpris des coûts estimés en cas de gestion municipale et qui s'élèvent à 759 200 € et du nombre d'agents. Il est annoncé 21 agents mais dans le document initial, il est noté 28 ETC dont 23 ETC auprès des enfants et dans ce cas, le coût en gestion privée est de 1 186 000 €.

Dans le CTP du 18 février 2009, la Ville avait indiqué pour 60 enfants, 21,1 ETC et le coût estimé de 759.295 €. L'offre de la maison bleue est de 994.542 € pour 23 ETC auprès des enfants. A priori, la gestion privée coûte plus chère que la gestion municipale.

M. BLANCHET ne savait pas que le CTP pouvait prendre connaissance des comparaisons poste par poste. Concernant les remplacements, l'offre de la société Maison Bleue prévoit que le ratio d'adultes auprès des enfants sera respecté et donc que les remplacements seront assurés, les modalités seront précisées avec une analyse poste par poste.

Mme SAUVEGRAIN s'engage à envoyer une analyse plus globale avec les éléments précis sur l'estimation d'une gestion en interne.

M. BLANCHET rappelle qu'au départ, la crèche Pasteur devait être gérée en DSP ; ensuite, la crèche des Chats ferrés a été retenue.

Mme SAUVERAIN le rassure en lui promettant de lui transmettre tous les chiffres.

Mme SAUVERAIN souhaite de bonnes fêtes aux membres du CTP et clôt la séance à 12h35.

Le PRESIDENT,

Muriel SAUVEGRAIN

LE SECRETAIRE,

Mireille FAURE

LE SECRETAIRE-ADJOINT

Jean-Paul CHABROL